

Projet d'Appui aux Irrigants et aux Services aux Irrigants ASIRRI
Financement AFD – FISONG « Utilisation de l'eau en agriculture »



Composante 4 : Transversale

Propositions pour les activités d'échanges et de capitalisation

Document de travail
Décembre 2009

Elaborée suite à la réunion du 2 septembre 2009¹, cette note est soumise à la discussion des partenaires du programme en vue de la définition des activités d'échanges et de capitalisation à mettre en place dans les trois pays d'intervention du projet (Haïti, Mali, Cambodge).

Après un rappel du contexte et des enjeux de la composante transversale, le document présente les propositions pour sa mise en œuvre et les éléments d'une grille de questionnements devant structurer la caractérisation comparée des trois terrains et l'analyse harmonisée des expériences spécifiques qui y sont menées. Ces grilles pourront alors servir de référence lors d'analyses spécifiques plus poussées : permettre de rappeler le contexte ou les caractéristiques essentielles.

Sommaire

Sommaire.....	1
Abréviations.....	2
Contexte.....	2
Enjeux.....	3
Mise en œuvre.....	4
Grille d'analyse.....	7
Annexe 1 : Eléments budgétaires pour les échanges croisés.....	18
Annexe 1 : Exemple de tableau de comparaison.....	20
Annexe 2 : Exemple de tableau de typologie.....	21
Annexe 3 : Exemple de frise historique.....	23

¹ Cf. « Compte-rendu de la réunion technique du projet ASIRRI, 2 septembre 2009 », 7 pages

Abréviations

AFD	Agence Française de Développement
ACDI	Agence canadienne de développement international
ASIRRI	Appui aux irrigants et aux services aux irrigants
AUE	Associations d'Usagers de l'Eau
AVSF	Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
BEP	Bureau d'exécution de projets
CAC	Centre d'achat et de commercialisation (<i>Haïti</i>)
CEDAC	Centre d'Etudes sur le Développement Agricole du Cambodge
CPS	Centre de Prestation de Services (<i>Mali</i>)
CROSE	Coordination Régionale des Organisations du Sud Est (<i>Haïti</i>)
CSI	Centre de services aux irrigants (<i>Cambodge</i>)
CUDES	Coordination des Usagers de l'Eau du Sud-Est (<i>Haïti</i>)
CUP	Communauté d'Usagers des Polders
FONHADI	Fondation nationale haïtienne pour le développement de l'irrigation
FSP	Fonds de Solidarité Prioritaire
GRET	Groupe de Recherches et d'Echanges Techniques
GSE	Gestion Sociale de l'Eau
IRAM	Institut de Recherches et d'Application des Méthodes de développement
MAE	Ministère des Affaires Etrangères (<i>France</i>)
MARNDR	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (<i>Haïti</i>)
MRE	Ministère des Ressources en Eau (<i>Cambodge</i>)
OERT	Organisation d'Entretien du Réseau Tertiaire (Office du Niger – <i>Mali</i>)
OI	Organisation d'irrigants
OP	Organisation de Producteurs
PADON	Programme d'Appui au Développement de la zone Office du Niger (<i>Mali</i>)
PCPS	Projet Centres de Prestation de Services (<i>Mali</i>)
PI	Périmètres irrigués

Contexte

Le projet ASIRRI a débuté en janvier 2009. Sa durée prévue est de trois ans. Il vise à accompagner la mise en place et le renforcement de dispositifs de services aux irrigants pour une exploitation améliorée et durable du potentiel des zones considérées, dans trois contextes nationaux diversifiés et en mettant à profit les différences d'expériences entre sites pour maximiser les échanges, le co-apprentissage et la capitalisation. L'enjeu principal de l'intervention est de produire, pour leur valorisation raisonnée² dans les pays concernés et au-delà, des résultats d'expérience et d'échanges croisés sur différentes formes de prestations de services aux exploitants.

La **stratégie d'intervention** du projet est axée sur :

-l'appui aux investissements : réhabilitations et entretien des aménagements hydro-agricoles ; infrastructures et équipement des centres de services -bureaux, magasins de stockage, informatique, moyens de transport ;

² l'idée prévalant qu'il ne peut y avoir de modèle unique et qu'il faut chercher des réponses adaptées aux contextes spécifiques

-l'appui financier aux organisations d'irrigants et aux centres de services : fonds de roulement pour l'approvisionnement ou la commercialisation ; activités propres et fonctionnement des organisations et des centres de services -formations, ateliers, voyages d'études, frais de déplacement, rémunération des agents et fonctionnement courant- ; activités des plates-formes ou collectifs nationaux dans le domaine de l'irrigation –ateliers, édition de documents ;
-l'appui technique et institutionnel aux organisations d'irrigants et aux centres de services : accompagnement et assistance technique spécialisée, formation, appui à l'élaboration d'outils, voyages d'échanges, ateliers régionaux ou nationaux d'évaluation des actions engagées, synthèse et consolidation des travaux de capitalisation et diffusion.

Le projet est organisé en **quatre composantes** : trois composantes pays (Haïti, Mali, Cambodge) et une composante transversale. Les activités sont spécifiques à chaque pays mais organisées en fonction des résultats attendus définis de façon transversale, l'objet du projet étant d'intervenir sur des problématiques similaires (le renforcement des organisations d'irrigants et des services d'appuis) dans une logique d'intervention concertée sur les trois terrains, afin de favoriser les échanges croisés et une capitalisation pertinente.

La **composante transversale** remplit notamment deux fonctions essentielles :

- une fonction inter-pays d'appui aux centres de services et aux organisations d'irrigants, à la production de référentiels technico-économiques et aux échanges croisés entre les trois composantes pays ;
- une fonction transversale de coordination, de gestion, suivi et évaluation du projet (organisation des audits annuels, du comité de pilotage du projet, de l'évaluation finale, etc.).

Les fonctions d'appui aux échanges croisés et à la capitalisation s'exercent à distance et sous la forme de missions de terrain, sur la base d'une démarche méthodologique dont les enjeux et les modes de mise en œuvre font l'objet des propositions qui suivent.

Enjeux

La réalisation du projet sur trois terrains différents mais faisant face à des problématiques de même nature permet de mener et de valoriser l'analyse comparée à la fois des **situations** et des **expériences** engagées : caractérisation des cadres institutionnels spécifiques, types d'aménagements hydro-agricoles, fonctions assumées par les différents acteurs de l'irrigation et de la mise en valeur, performances technico-économiques des périmètres irrigués, types et performances des services rendus aux irrigants. Les échanges et la capitalisation doivent porter simultanément sur la compréhension des contextes, sur les méthodes d'appui aux irrigants mises en œuvre et sur les résultats de l'expérience.

Le corpus de données et indicateurs à instruire doit ainsi satisfaire aux exigences de l'analyse comparée et permettre de répondre aux attentes du projet : bilans technico-économiques et socio-institutionnels, enseignements sur les thèmes expérimentés. La priorité, parmi ceux que les partenaires souhaitent favoriser, devrait être donnée aux thèmes transversaux qui sont les plus susceptibles d'avoir une portée générale et qui puissent effectivement être nourris, en mobilisant les moyens adéquats, par les trois expériences.

Les thèmes de réflexion stratégique proposés par les partenaires pour faire l'objet des analyses transversales sont les suivants :

- Comment pérenniser les dispositifs de centres de services et leur contribution à la pérennisation des systèmes irrigués ?

- Quels modèles économiques pour assurer la viabilité des centres de services et de leurs services aux irrigants ?
- Quels modèles pour la pérennisation technique, économique, financière, sociale et institutionnelle des systèmes irrigués ? :
 - o comment pérenniser les services de l'eau (distribution, entretien, administration, gestion des conflits...) ? quelles complémentarités, quel partage de ressources entre organisations d'irrigants et centres de services ?
 - o quel liens entre les associations d'irrigants et les organisations de producteurs gérant des services d'approvisionnement et de commercialisation ? Une association d'irrigants peut-elle se diversifier ou doit-elle se limiter à la gestion de l'eau ?
 - o quelles contributions respectives des usagers, des collectivités et de l'Etat à l'entretien et au fonctionnement des systèmes irrigués ? quelle fiscalité / parafiscalité, quels systèmes de péréquation ?
- Quels services les plus pertinents pour les organisations d'irrigants ? comment contribuer à l'autonomie de ces organisations ?
- Quel rôle des centres de services dans le domaine foncier, face aux problématiques d'insécurité foncière des irrigants et d'expulsion, face aux dynamiques de mitage par l'habitat, voire d'urbanisation massive des zones irriguées ?

Chaque terrain sera appelé à expliciter ses références de départ sur ces sujets, les hypothèses qu'il pose sur sa contribution à leur développement, et ses attentes vis à vis des deux autres terrains. Sur cette base, les échanges seront organisés pour produire des résultats réciproques, avec mises en contexte partagées, analyses croisées et confrontation horizontale des points de vue. Les voyages d'échange et les missions d'appui inter-pays devront permettre d'exercer des regards différents sur les spécificités locales et les expériences en cours, et contribuer de manière égale à la réflexion stratégique sur la consolidation des organisations d'irrigants et la pérennisation des dispositifs de services³. Un effort particulier devrait être porté sur la prise en compte des attentes et des contributions de l'ensemble des acteurs locaux (irrigants, centres de services, sociétés d'aménagement, services techniques gouvernementaux, acteurs privés, collectivités locales, bailleurs de fonds) dans chaque situation

Mise en œuvre

Il est prévu que l'analyse croisée des terrains et des expériences soit menée à travers des activités de caractérisation et de suivi, d'échanges sous formes de missions (échanges croisés) et de traitement transversal des données, et que la capitalisation proprement dite et la diffusion des connaissances et enseignements de l'expérience se fassent grâce à la production de publications, de documents photo/video et d'un atelier final.

Il a été décidé durant la réunion technique de septembre d'élaborer des produits « pays » dressant la spécificité des contextes, les référentiels, l'historique des innovations dans ces contextes (analyse des succès et des échecs), l'analyse des innovations, le bilan des expériences. La préparation des produits « pays » sera appuyée par des missions de la composante, notamment via l'animation d'ateliers d'écriture à partir d'éléments préalablement renseignés par les équipes et par des stagiaires. Ces produits par pays et le fruit des échanges croisés donneront lieu à l'élaboration de produits transversaux « communs ».

³ Par exemple, le fait qu'au Mali le dispositif des centres de prestations de services aux irrigants bénéficie d'une certaine antériorité par rapport aux initiatives engagées en Haïti et au Cambodge n'implique évidemment pas que les échanges doivent apporter « plus » aux participants de ces deux derniers pays qu'à ceux du Mali

Si l'atelier réunissant des participants des trois composantes en phase finale garde toute sa pertinence, en revanche l'atelier à mi-parcours tel que prévu dans l'offre technique du groupement ne semble pas en fin de compte la façon la plus efficace d'organiser les échanges techniques entre équipes en amont de l'élaboration des produits « pays ». Il a donc été décidé de convertir cet atelier tri-pays en missions croisées « découverte »⁴ qui permettront des échanges plus concrets entre les équipes et une implication plus efficace des différents partenaires.

Ces missions croisées permettraient à chaque équipe de se rencontrer, chacune effectuant une visite chez l'une des deux autres et accueillant la troisième sur son terrain⁵. Les propositions en ce sens devront être précisées en lien avec les équipes de terrain puis validées au niveau transversal. Des termes de référence seront rédigés pour chaque mission d'échange, ils préciseront notamment les contenus attendus par les différentes parties et les modalités prévues pour la rédaction du rapport de mission par les participants.

Compte tenu de ce qui précède, le processus de mise en œuvre de la composante transversale s'appuiera sur la séquence d'activités suivante (cf. tableau 1 - Chronogramme) :

- 1) Elaboration et mise en place de grilles de descripteurs et indicateurs pour analyser les contextes et les expériences;
- 2) Compilation des éléments établis sur les trois terrains et mise en forme d'un document de référence sur les contextes et les enjeux, et cadrage du processus de capitalisation ;
- 3) Réalisation de missions croisées « découverte », avec l'accompagnement de la composante transversale sur le terrain ou sa contribution à distance ;
- 4) Mise en place, encadrement et suivi de stages d'étudiants pour la collecte de données en amont des ateliers d'écriture ;
- 5) Réalisation de missions d'appui de la composante sur les terrains pour aider à préparer des produits de capitalisation « pays » (ateliers d'écriture, appuis spécifiques) ;
- 6) Elaboration de produits de capitalisation « transversaux » ;
- 7) Préparation, organisation et animation d'un atelier final tri-pays, rédaction du compte-rendu et édition des produits finaux.

Ces activités seront mises en œuvre de façon concertée entre les partenaires. Il est important que les informations sur l'évolution des orientations de chaque terrain, leurs avancées et les résultats produits par leurs dispositifs respectifs de suivi-évaluation soient partagées régulièrement afin de mettre en phase le processus transversal.

Des éléments de faisabilité opérationnelle et budgétaire sont donnés en annexe 1.

⁴ Ce point fera l'objet d'une proposition de révision budgétaire à présenter au comité de pilotage de mars 2010

⁵ Par exemple, l'équipe Cambodge pourrait se rendre en Haïti (échanges avec la FONHADI sur les contextes institutionnel et les plateformes d'échanges entre acteurs, etc.), l'équipe Haïti pourrait se rendre au Mali (échanges avec les CPS sur les services prestés, les modes d'organisation et de fonctionnement, etc.), et l'équipe Mali pourrait se rendre au Cambodge (échanges sur les aspects de gestion de l'eau, etc.)

Appui transversal (siège) :
9 jours sur les 3 ans du projet

Missions transversales (terrain) : 90 jours au total sur 3 ans

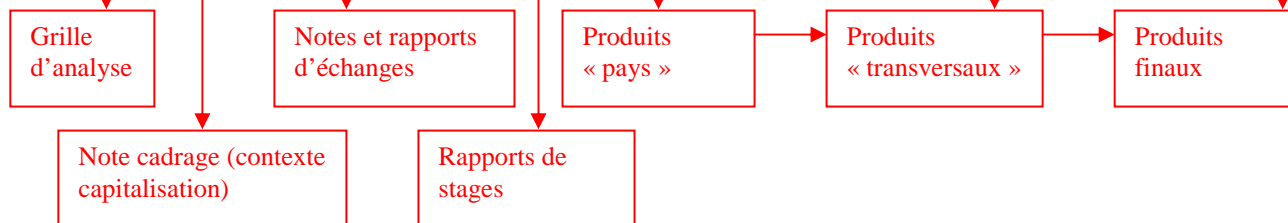
Mission Haïti :15 jours(2009)
(mission d'appui spécifique)

Missions transversales : 75 jours sur 2010 et 2011 (par exemple 45 jours en 2010 + 30 jours en 2011)
(accompagnement d'échanges croisés, ateliers d'écriture, missions d'appui spécifiques)

Missions capitalisation : → 48 jours en 2011
(élaboration des produits transversaux, atelier)

Evaluation finale externe :
→ 48 jours en 2011

Activités	sept-09	oct-09	nov-09	déc-09	janv-10	févr-10	mars-10	avr-10	mai-10	juin-10	juil-10	août-10	sept-10	oct-10	nov-10	déc-10	janv-11	févr-11	mars-11	avr-11	mai-11	juin-11	juil-11	août-11	sept-11	oct-11	nov-11	déc-11
Elaboration de la grille d'analyse																												
1er draft																												
Grille finalisée																												
Note de synthèse: contexte, enjeux...																												
Missions croisées découvertes																												
Stages étudiants																												
Missions IRAM / Ateliers d'écritures																												
Missions de capitalisation interne																												
Atelier final																												
Evaluation externe																												
Pour rappel																												
Comité de pilotage du projet																												
Rédaction rapports d'activités																												
Remise rapports d'activités																												



Grilles d'analyses

La grille propose un cadre pour l'analyse et la capitalisation. Ses éléments doivent permettre la caractérisation des contextes locaux, l'appréhension des problématiques, la valorisation des résultats des différentes expériences en rapport avec leur contexte, et une capitalisation adaptée des connaissances et réflexions qui en seront issues. Chaque sous-ensemble d'éléments sera appréhendé dans la perspective de l'exercice de comparaison entre terrains, tout en prenant en compte les différences d'échelle ou d'orientation entre ceux-ci⁶.

Les listes d'indicateurs proposées peuvent être renseignées sur des tableaux en format A4 paysage par pays. Il s'agirait de contraindre les informants à formuler des contenus synthétiques, en renvoyant à des documents annexes les développements jugés nécessaires pour être plus explicite. Les trois ensembles de tableaux pays seront ensuite consolidés puis transmis aux partenaires afin de permettre de façon croisée les demandes d'éclaircissements, les observations, suggestions et compléments utiles.

Les tableaux et schémas proposés sont les suivants :

- Tableau 1 : Caractéristiques principales (macros) des trois pays d'intervention
- Tableau 2 : Caractéristiques physiques des périmètres irrigués d'intervention
- Tableau 3 : Caractéristiques institutionnelles / organisationnelles et mode de gestion des aménagements
- Tableau 4 : Enjeux politiques et institutionnels sur les zones d'intervention
- Tableau 5 : Exploitation et mise en valeur agricole
- Tableau 6 : Caractéristiques des services aux irrigants
- Tableau 7 : Caractéristiques des organisations d'irrigants sur les zones d'interventions
- Tableau 8 : Caractéristiques des autres organisations paysannes sur les zones d'intervention
- Tableau 9 : Frise historique (une page par pays)
- Tableau 10 : Synthèse : Typologie des aménagements et des institutions
- Tableau 11 : Synthèse : Performances (hydrauliques, agronomiques, économiques, sociales) et de l'impact des centres de services et des aménagements

Attention : ces tableaux ne constituent pas la capitalisation mais des outils pour accompagner les réflexions : faciliter les comparaisons entre pays, source rapide d'information sur un pays... Ces grilles ont deux vocations :

- Mieux comprendre ce qui se passe sur les autres terrains ;
- Servir de références lors des notes pays ou des notes communes.

Ils sont présentés dans les pages suivantes.

Les rubriques qui les composent et les formats seront adaptés et simplifiés après discussion, formulation et validation des indicateurs à retenir.

On donne pages suivantes les grilles proposées et en annexe 2 des exemple de grilles du même esprit pour montrer l'idée : tableau paysage, texte court, comparaisons faciles...

⁶ par exemple, le fait qu'au Cambodge l'intervention concerne plusieurs sites régionaux différents obligera dans ce pays à multiplier d'autant certaines grilles thématiques

Tableau 1 : Caractéristiques principales (macros) des trois pays d'intervention

Sources : UNDP et FAO Aquastats

Préciser années de référence

	Haïti	Mali	Cambodge
Superficie (km²)	27 750	1 240 190	181 040
Population (nb d'habitants)	8 326 000	13 007 000	14 144 000
Densité (habitants / km²)			
PNB / habitant (\$/hab)			
Indice de développement humain et rang			
Coefficient de gini			
Taux d'alphabétisation (%)			
Taux de pauvreté (%)			
Espérance de vie à la naissance (années)			
Type climat / Pluviométrie (mm)			
Superficie agricole (ha)			
Superficie irriguée (ha)			

Tableau 2 : Caractéristiques physiques des périmètres irrigués d'intervention

NB : Possibilité d'une colonne par type d'aménagement dans le cas de plusieurs aménagements de natures significativement différentes.

Descripteur / Indicateur	Haïti	Mali	Cambodge		
			Office du Niger	Prey Nup	Stung Chinit
<i>Groupes de périmètres irrigués</i>					
Type d'aménagement		Gravitaire			
Type de ressource en eau, surface bassin versant, etc.					
Périodes et débits disponibles					
Infrastructures (barrage, stations pompage)					
Infrastructures de protection (digues,..)					
Date du premier aménagement					
Date dernière réhabilitation sur la zone					
Superficie totale aménagée (ha)		80.000 ha	> 10.000 ha	3.000 ha	400 ha
Superficie hors aménagement (ha)					
Nombre d'irrigants (nb)					
Revêtement des canaux					
Caractéristiques du drainage					
Equipements de distribution de l'eau					

→ Enjeux liés aux infrastructures (extension, réhabilitation...) et à l'accès à la ressource en eau.

Tableau 3 : Caractéristiques institutionnelles / organisationnelles et mode de gestion des aménagements

Descripteur / Indicateur	Haïti	Mali	Cambodge		
		Office du Niger	Prey Nup	Stung Chinit	Sdau Kao
<i>Groupes de périmètres irrigués</i>					
Responsabilités théoriques en matière de réalisation des infrastructures I, II et III					
Rôles effectifs des acteurs en matière de réalisation des infrastructures I, II et III					
Responsabilités théoriques en matière de gestion des infrastructures I, II et III					
Rôles effectifs des acteurs en matière de gestion des infrastructures I, II et III					
Responsabilités théoriques en matière d'entretien des infrastructures I, II et III					
Rôles effectifs des acteurs en matière d'entretien des infrastructures I, II et III					
Responsabilités théoriques en matière d'accompagnement des irrigants					
Rôles effectifs des acteurs en matière d'accompagnement des irrigants					
Coût de l'eau d'irrigation / coût de l'irrigation					
Nature et mode de recouvrement de la redevance					
Taux de recouvrement de la redevance (%)					
Existence d'un processus de transfert de gestion					
Date de démarrage du transfert de gestion					

→ Enjeux liés au transfert de gestion : est-il effectif ? efficace ? équitable ?

Tableau 4 : Enjeux politiques et institutionnels sur les zones d'intervention

Enjeux = existence et contenu des politiques, mise en œuvre effective des politiques, pratiques existantes, impacts sur les producteurs et autres usagers

NB : On se concentre sur les aspects ayant des effets / impacts sur les systèmes irrigués.

Descripteur	Haïti	Mali	Cambodge
Enjeux liés au foncier : sécurisation foncière des producteurs, marchés, extensions, urbanisation...			
Enjeux liés à la gestion des ressources naturelles : pression sur les ressources, ...			
Enjeux liés à l'eau : pression sur la ressource / saison, ...			
Principaux enjeux liés aux services agricoles : vulgarisation, appui-conseil, crédit, et autres services, ...			
Enjeux liés à la gouvernance générale : concertation pour l'élaboration des politiques, respect mise en œuvre des politiques, possibilités de recours (justice, police),...			

→ Principaux enjeux de natures politiques, légaux, institutionnels et possibilités qu'ont les usagers d'influer sur ces enjeux.

Tableau 5 : Exploitation et mise en valeur agricole

Descripteur / Indicateur	Haïti	Mali	Cambodge		
		Office du Niger	Prey Nup	Stung Chinit	Sdau Kao
<i>Groupes de périmètres irrigués</i>					
Surface moyenne d'une exploitation irriguée (ha)					
Si l'exploitation combine irrigation / non-irrigation, surface moyenne en non-irrigué (ha)					
Production irriguées / productions agricoles totales (% = importance de l'irrigation)					
Cultures de saison des pluies (types)					
Cultures de contre-saison (types)					
Intensité culturelle moyenne à l'échelle du périmètre (%)					
Type de main d'œuvre (familiale / extérieure)					
Itinéraire technique dominant (pour la culture principale) : <ul style="list-style-type: none"> • Préparation du sol : • Semis • Engrais • Désherbage • Récolte • Post-récolte 					

→ Processus de différenciation des exploitations agricoles

→ Enjeux en matière de pérennisation des exploitations agricoles (gestion des risques climatiques et économiques)

Tableau 6 : Caractéristiques des services aux irrigants

Descripteur	Haïti	Mali	Cambodge
Organisation de l'amont de la production : accès aux intrants (semences, engrais, pesticides, herbicides) et aux équipements agricoles			
Organisation de l'aval de la production : transformation, stockage, commercialisation			
Financement du secteur agricole : crédit CT, MT, LT			
Services de recherche agricole et irrigation			
Services de vulgarisation agricole et/ou appui-conseil			
Services d'appui aux à la santé (mutuelles..)			
Services juridiques aux irrigants			
Services spécifiques hydrauliques			
Autres services aux producteurs			
Modes de rémunération des services existants			
Demande de services spécifiques liés au transfert de gestion aux irrigants			

→ **Identification des principaux services défaillants : écart entre offre et demande de services**

Tableau 7 : Caractéristiques des organisations d’irrigants sur les zones d’interventions

Descripteur	Haïti	Mali	Cambodge
Intitulé / nom des OI		Organisation d’Entretien des Réseaux Tertiaires	
Rôles théoriques des OI			
Rôles effectifs des OI = fonctionnalité			
Cadre légal d’opération : statut, loi de référence			
Date de création			
Taille (nombre de membres)			
Liens entre les OI et les autres organisations paysannes et / ou les autres acteurs			
Niveau de compréhension / d’appropriation des OI par leurs membres			

Tableau 8 : Caractéristiques des autres organisations paysannes sur les zones d’intervention

Descripteur	Haïti	Mali	Cambodge
Rôles théoriques des OP			
Rôles effectifs des OP = fonctionnalité			
Cadre légal d’opération : statut, loi de référence			
Dates de création			
Niveau d’appropriation des OP par leurs membres			

Tableau 9 : Frise historique (une page par pays)

La frise permet de présenter les faits marquants et changements enregistrés au cours des vingt dernières années en matière d'aménagement, de cadre institutionnel, des exploitations agricoles et des filières, de fourniture de services aux usagers / exploitants, des grands événements climatiques, politiques, etc. ainsi que les enjeux d'ici la fin du projet. *Cf. exemple (format à adapter) de frise élaborée pour Haïti (Annexe 3).*

La frise peut notamment comprendre :

- Les événements nationaux / locaux, les projets, les dynamiques liés à l'initiative « centre de services »
- Les accidents climatiques et économiques, les changements de politiques et de cadre institutionnel
- Les changements survenus au niveau des aménagements, de la mise en valeur, des exploitations ;
- Les évolutions de la gouvernance des aménagements, les étapes éventuelles en matière de transfert de gestion aux usagers ;
- Les principaux changements au niveau des filières et des marchés ;
- d'autres repères et éléments de contexte pertinents

Tableau 10 : Synthèse : Typologie des aménagements et des institutions

On peut faire des typologies des systèmes irrigués (en se concentrant plutôt sur les aspects institutionnels et de gestion) :

Exemple de typologie préliminaire au Cambodge :

- Les systèmes qui ont des problèmes de première génération: équipement non fonctionnel, non pertinence économique, non consultation des agriculteurs, etc. qui empêchent même de penser à la gestion quotidienne.
- Une deuxième catégorie concerne les systèmes qui grosso-modo fonctionnent et sont dans une phase de construction institutionnelle et connaissent des problèmes de seconde génération: comment collecter l'ISF, organiser les élections et la représentativité, les problèmes d'O&M.
- Les systèmes de troisième génération ont déjà des procédures qui sont grosso modo fonctionnelles, avec un comité formé et actif, mais doivent encore penser à la durabilité, au contrôle financier, à un MoU avec le Mowram, à la diversification des services.

Bien sûr tous les systèmes ont des problèmes aux trois niveaux, mais certains sont complètement bloqués par certains problèmes, là où d'autres parviennent à avancer...

Stung Chinit, Prey Nup et Sdao Kong font face essentiellement face à des problèmes de 3eme génération, mais les nouveaux systèmes sur lesquels nous travaillons sont en transition entre 1 et 2eme niveaux.

Tableau 11 : Suivi des performances (hydrauliques, agronomiques, économiques, sociales) et de l'impact des centres de services et des aménagements

Descripteur / Indicateur	Haïti		Mali	Cambodge		
	Type 1	Type 2	Molodo	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Performances hydrauliques						
Effets des investissements sur les aménagements						
Consommation, efficacité hydraulique, pertes						
Effets/entretien des infrastructures et des réseaux						
Rôle/renforcement des organisations d'utilisateurs						
Performances agronomiques						
Indices de durabilité de la production irriguée						
Rendements et intensités culturales						
Efficacité des intrants mis à disposition						
Effets sur la conservation des sols						
Performances économiques						
Rapport coût/bénéfice de l'eau d'irrigation						
Productivité des parcelles irriguées						
Productivité de la main d'œuvre						
Résultats en termes de revenus familiaux						
Compétitivité des filières développées						
Performances sociales						
Indicateurs de tensions sociales						
Éléments d'audit organisationnel des AUE						
Différenciation sociale						
Performances des fonctions de services						
Effectivité des services						
Qualité des services, indices de satisfaction						
Niveaux et efficacité des moyens mobilisés						
Viabilité économique des structures						

Annexe 1 : Eléments opérationnels et budgétaires pour les échanges croisés

Intérêts techniques des échanges

Jusqu'à présent les idées suivantes ont été mentionnées pour des échanges croisés (notamment lors de la réunion du 02/09/09).

- L'équipe Cambodge pourrait se rendre en Haïti pour rencontrer la FONHADI. Il s'agirait alors principalement d'échanges sur le contexte institutionnel et sur les plateformes d'échanges entre acteurs.
- L'équipe Haïti pourrait se rendre au Mali pour rencontrer la FCPS et comprendre son organisation, mode de fonctionnement, étudier les services prestés par la FCPS (services qui sont différents de ceux de la CAC).
- L'équipe Mali pourrait se rendre au Cambodge pour étudier les aspects de gestion de l'eau sur les grands aménagements.

Ainsi :

- Chaque composante du projet serait à la fois impliquée dans un accueil et participerait à une visite.
- Les 3 composantes se seraient rencontrées.

Observations :

- Il s'agit d'idées mentionnées en cours de réunion mais non validées par les équipes de terrain et non discutées en détail. Ces idées peuvent donc être largement modifiées.
- Attention il semble que Haïti soit le pays où le cadre légal / institutionnel soit le plus faible des trois pays. Il n'est pas sûr que l'équipe Cambodge puisse tirer beaucoup de leçons en matière de cadre institutionnel haïtien.

→ Il faudrait confirmer / préciser les sujets des échanges. Ultérieurement il faudra rédiger de véritables TDR pour chaque échange (y compris rédaction de rapport de mission par les participants).

Faisabilité financière

On dispose d'un budget de 20.000 euros pour réaliser ces échanges (= la ligne prévue initialement pour un premier atelier tri-pays).

Les principaux éléments de dépenses sont :

- Avions : Après vérification sur www.opodo.fr il semble que le prix minimum d'un billet (Port au Prince – Bamako, Phnom Penh – Port au Prince, Bamako – Phnom Penh) soit de 2.000 euros. En considérant que les échanges s'effectuent en binôme il est donc raisonnable de budgéter 5.000 euros par binôme (avec frais de visa, assurances complémentaires...).
- Total billets avions pour trois échanges = 15.000 euros.
- Hébergement / nourriture : 3 options possibles :
 - Per diem : maximum de 50 euros de per diem / jour.
 - Remboursement au frais réel.
 - Proposer que les équipes locales accueillent chez elles les missionnaires et soient dédommagées.

L'option per diem sera probablement la plus chère : Si l'on compte qu'un échange dure environ 1 semaine – 10 jours : 10 jours x 50 euros/jours x 2 participants = 1.000 euros par échange.

→ Total hébergement / nourriture : 3.000 euros.

- Il reste donc environ 2.000 euros pour d'autres dépenses sur place : transport capitale – terrain, autres frais.

→ La réalisation de 3 échanges croisés (en binôme) d'environ 10 jours semble donc financièrement faisable en restant dans le budget de 20.000 euros. Mais attention, les marges de manœuvre sont faibles ! Notamment cela implique de prendre les billets via opodo et non via une agence (j'imagine, mais je n'ai pas vérifié pour le moment que les tarifs agences seront incompatibles avec notre enveloppe).

Faisabilité technique / opérationnelle

Transports et durées de séjour :

10 jours aller-retour porte à porte est le minimum étant donné les durées de vols internationaux :

- Port au Prince – Bamako : 25 heures ;
- Bamako – Phnom Penh : 35 heures ;
- Phnom Penh – Port au Prince : 49 heures !

Durée de vols auxquels il faut rajouter :

- En moyenne ½ journée pour aller de la capitale aux terrains des projets ;
- Un temps de récupération pour le décalage horaire : Port au Prince – Bamako : + 5 heures ; Bamako – Phnom Penh : + 7 heures ; Phnom Penh – Port au Prince : + 12 heures

→ Il faudra probablement bloquer plutôt entre 10 et 15 jours pour la visite des cambodgiens en Haïti : 2 jours de vols aller + 2 jours de vols retour + trajet local + récupération de 12 heures de décalage horaire.

→ On peut probablement se limiter à 10 jours pour les visites des haïtiens (au Mali) et des maliens (au Cambodge).

Langue d'échange :

- Pas de problème pour la visite des haïtiens au Mali, puisque les équipes projets sont francophones. Les entretiens de terrain avec des paysans ou des élus devront en revanche impliquer des traductions.
- En revanche s'il faudra probablement prévoir une traduction français – anglais pour l'accueil des cambodgiens en Haïti et des maliens au Cambodge. Cela peut nécessiter soit un traducteur, soit l'accompagnement par quelqu'un de l'IRAM ou du GRET. Par ailleurs cela limite la spontanéité des échanges.

Accompagnement de la capitalisation :

Si l'on répartit le solde des 75 jours de missions transversales entre 2010 et 2011, on pourrait disposer de 45 jours disponibles pour accompagnement en 2010. En 2011 il resterait 30 jours + les 48 jours de capitalisation.

Annexe 2 : Exemple de tableau de comparaison

Exemple tiré d'une étude du MAE/DCT EPS en 1999 « *Prospective de l'agriculture irriguée en Afrique subsaharienne Stratégie de coopération pour une pérennisation des grands périmètres irrigués* ».

	Sénégal	Mali	Niger	Madagascar
Type d'irrigation	Irrigation par pompage essentiellement puis canaux non revêtus. 68.000ha aménagés sur un potentiel estimé à 540.000ha, mais seulement 35.000ha sont mis en cultures.	Irrigation gravitaire par canaux non revêtus ce qui limite les charges. Faible coût d'aménagement, le barrage de Markala permet de mettre en eau des falles. Mais coûts de réhabilitation élevés. 55.000ha aménagés dans l'ON 200.000ha irrigués au total, sur un potentiel de 1.000.000ha (potentiel irrigable le plus important de l'Afrique de l'Ouest, et surfaces irriguées les plus importantes).	Irrigation par pompage essentiellement puis canaux non revêtus. Coût d'investissement élevé. 7300ha aménagés, sur un potentiel de 270.000ha.	35.000ha en maîtrise complète de l'eau, le reste dépend de la pluie en début de saison.
Cadre institutionnel : Maîtrise d'ouvrage Gestion de l'eau et maintenance du réseau Titre foncier	SAED SAED et Union Paysannes (contexte de concession). des quotas internationaux doivent être définis Conseil rural affecte les terres (avant cela était fait par la SAED) (pas de sites privés), mais aujourd'hui ce système fonctionne mal et des réformes sont en cours.	ON ON ON (permis d'exploitation), conflits sociaux de plus en plus fréquents du fait d'une forte pression foncière. Néanmoins, amélioration depuis la révision du "décret de gestion des terres de l'ON" : des organisations villageoises seraient responsables de l'attribution des terres, un cadastre se développe, la sécurité foncière augmente (permis d'exploitation de 50ans à venir).	ONAHA et GR Coopératives Titre individuel	SOMALAC (liquidé en 1991) Fédération d'associations et projet de constitution d'un fond spécifique. Conflits fonciers permanents (colonisation des terres de tanety). Processus d'immatriculation souvent inexorables. Pratique du métrage est courante bien qu'interdite. Sécurité des biens est très mal assurée. Les pratiques agricoles actuelles (peu intensives) sont soutenues par les autorités locales (qui en tire une rente de situation ?). Aspects sociaux très importants (fonctionnement des commandés).
	<i>Filon institutionnel foncier / aménagements hydro-agricoles.</i>			<i>Complex fonciers.</i>

Annexe 2 : Exemple de tableau de typologie

Typologie des périmètres selon les infrastructures

		Grands aménagements sophistiqués	Aménagements moyens assez sophistiqués	Petits aménagements moyennement sophistiqués	Petits aménagements sommaires
Taille du périmètre	Grand (> 1000 ha)	x			
	Moyen (200 à 500 ha)		x		
	Petit (< 100 ha)			x	x
Ouvrages régulateurs	Oui	x			
	Non		x	x	x
Revêtement des canaux	Oui		x	X (Débé I)	
	Non	x	(Pont Gendarme)	X (Kotaka)	x
Coût aménagement initial	Elevé (> 6,5 M FCFA/ha)	x	x	X (Débé I)	
	Moyen (2 à 6,5 M FCFA/ha)		(Pont Gendarme)	X (Kotaka)	
	Faible (< 2 M FCFA/ha)				x
Protection contre les crues	Oui	x	x	x	
	Non				x
Réseau de drainage existant et entretenu	Oui	x	x		
	Non			x	x
Type station pompage	Electropompe	x	x		
	GMP			x	x
	Hydrovis		(Débé II)	x	

Localisation	Boundoum, PPGII	Pont Gendarme, Toula, Lata, Débé II	Débé I, Kotaka	Nakhlet, Dieuck, Diantakaye
--------------	-----------------	-------------------------------------	----------------	-----------------------------

Typologie des périmètres selon le choix de l'itinéraire technique

		IT peu intensif en main-d'œuvre	IT moyennement intensif en main d'œuvre	IT très intensif en main-d'œuvre
Main-d'œuvre en hivernage	< 100 h*j/ha	X		
	100-200 h*j/ha		X	
	> 200 h*j/ha			X
Intensité culturale	Simple campagne	X		
	Double campagne	Boundoum	X	X
Culture principale	Riz	X	Débé I	X
	Riz et diversification	Pont Gendarme	Débé II	
Motorisation	Travail du sol et récolte en grande partie motorisés	X		
	Travail du sol motorisé et récolte manuelle		X	
	Travail du sol en culture attelée et récolte manuelle			X
Désherbage	Manuel	PPGII	X	X
	Mécanisé		X	
	Chimique	X		Lata
	Pré-irrigation	Nakhlet		
Mode de semis	Semis direct	X		
	Semis pépinière	PPGII (50%)	X	X
Engrais	< 300 kg/ha	Dieuck, PPGII		
	300-500 kg/ha	X	X	Diantakaye Kotaka
	> 500 kg/ha			Toula Lata
Périmètres		Boundoum Pont Gendarme Nakhlet, Dieuck PPGII	Débé I Débé II	Diantakaye Kotaka Toula, Lata

Annexe 3 : Exemple de frise historique

